

Parti communiste du Québec
CP Fairmount 65
Montréal, Québec
H2T 3E2

Ken Monteith
Directeur général
COCQ-SIDA
1 rue Sherbrooke Est
Montréal, Québec
H2X3V8

Montréal, le 1^{er} septembre 2026

Monsieur,

Il me fait plaisir de vous faire parvenir ci-dessous les réponses au questionnaire que vous nous avez soumis le 25 août dernier.

Nous vous remercions en même temps pour cette sollicitation qui permettra de mieux faire connaître le Parti communiste du Québec et, en conséquence, vous saluons pour le caractère éminemment démocratique de votre démarche.

Par ailleurs, si vous ou votre organisme le souhaitez, il nous fera plaisir de répondre à d'autres questions ou d'apporter toutes les précisions dont vous aurez besoin.

Au plaisir,

Adrien Welsh
Secrétaire national
Parti communiste du Québec
Candidat pour Sainte-Marie – Saint-Jacques

1. Dépistage du VIH, VHC et autres ITSS

À notre avis, le problème est multifacétique. D'abord, nous connaissons une crise manifeste du système public de santé : maternités et salles d'urgence fermées en été, salles d'opération vides faute de plateau technique adéquat, carence de médecins omnipraticiens, CLSC remplacés par des Groupes de médecine familiale qui bien souvent appartiennent à des grands groupes sanitaires ou pharmaceutiques dont les laboratoires Biron, tous ces éléments qui nous privent de santé publique lèsent l'accès aux soins, incluant au dépistage.

Du reste, en dignes héritiers du Docteur Norman Bethune, nous comprenons que la médecine n'est pas un simple acte technique, elle est sociale. En ce sens, les conditions de vie et de travail influent sur notre santé. Avec la cherté de la vie et particulièrement la crise du logement, les salaires de misères qui nous

sont imposés, la promiscuité augmente, ce qui représente un facteur aggravant dans les différentes crises sanitaires y compris en ce qui a trait à l'éclosion d'ITSS. Nous appelons donc à une bonification des salaires, à la création d'emplois dignes et décemment rémunérés – à bas les salaires de misère – au contrôle des prix des biens de première nécessité incluant ceux des loyers, à la construction massive de logements sociaux publics de sorte que personne n'ait à sacrifier plus de 20% de son revenu net à ce poste de défense. Nous luttons pour la réduction de la semaine de travail à 32h payée 40 de sorte que tous et toutes puissent bénéficier du temps libre nécessaire pour s'occuper de sa santé.

2. Accessibilité aux traitements

Encore une fois, nous reprendrons l'adage du Docteur Norman Bethune : « évacuer la logique de profit de la santé ». On le sait, le privé en santé coute plus cher qu'un service 100% public (selon une étude de la CSN, il s'agit de 6 milliards de dollars annuellement consacrés à financer le patronat et la privatisation de notre système de santé. Cette logique de monopole public implique également la nationalisation des industries pharmaceutiques de manière à accéder à des produits à prix décent, mais aussi afin de ne plus connaître de scandales où la connivence entre représentants commerciaux et médecins est reine comme à l'époque de la crise du Fentanyl.

À notre avis, ces traitements impliquent non seulement un dépistage rapide, mais aussi un suivi strict, ce qui implique de former plusieurs intervenants socio-sanitaires (médecins, infirmiers, travailleurs sociaux, psychologues, etc.) D'ailleurs, il ne s'agit pas simplement de guérir, mais aussi de prévenir.

Ainsi, une éducation gratuite, publique et de qualité des CPE au doctorat abattrait plusieurs obstacles qui rendent les études supérieures impensables pour plusieurs jeunes et, de ce fait, paverait la voie à la formation de médecins ou autres employés qualifiés. Du reste, permettre à tous et à toutes de socialiser dès leur plus jeune âge sous la supervision de puériculteurs professionnels est un facteur de socialisation qui permet l'épanouissement des enfants, tout comme le fait de ne pas subir de stress financier lors des études réduit la pression psychologique qui aggrave terriblement les conditions sociales pouvant mener à des pratiques facilitant la contraction d'ITSS.

L'éducation permet également de bonifier la prévention à travers la sensibilisation à ces questions.

Enfin, compte-tenu que plusieurs addictions découlent d'accidents au travail ou de maladies professionnelles (prescription d'opioïdes, surmenage, etc.), nous luttons pour de meilleures conditions de travail et une bonification des mécanismes de prévention et de réparation en cas d'accident de travail (et non son sabotage tel qu'engagé par le gouvernement Legault en 2021). Il s'agit là d'un élément important dans la prévention de la dépendance et, de ce fait, des ITSS.

3. Soutien aux organismes intervenant en réduction des méfaits

Nous comprenons l'importance de ces organismes qui interviennent en réduction des méfaits dans certaines situations d'urgence. Cependant, nous en reconnaissons également les limites. Nous ne pouvons accepter que l'alternative se résume à choisir entre mourir de surdose, d'ITSS ou de drogues « sales » (comme s'il existait des drogues « propres »!) Entre la mort ou la vie, nous choisissons la vie épanouie.

Au Québec, il y a assez de ressources pour s'assurer que tous aient droit à une vie réellement épanouie plutôt que sous l'emprise des paradis artificiels destructeurs que sont les drogues et les addictions.

Pour les toxicomanes et dépendants, un soutien adapté incluant des centres de désintoxication ainsi qu'un accompagnement psychologique et médical adéquat sont nécessaires, le tout sous la coupe du service public de santé. L'idée n'est pas de réduire les méfaits, mais de les abolir, de paver la voie à la guérison et à valoriser la vie humaine réellement. Car vivre sous emprise, c'est vivre enchaîné et brider le potentiel que tout humain devrait valoriser et être en mesure de partager avec la société.

À cet égard, nous soulignons également que la lutte politique, sociale et syndicale remplit un rôle particulièrement important et parfois thérapeutique. S'engager permet de relativiser, remettre en perspective, voire donner espoir. Justement, au Parti communiste, nous soulignons que l'espoir est dans nos luttes!

4. Mesures contre les surdoses

La criminalisation n'est pas la solution. Par contre, nous avons étudié le modèle portugais – implanté notamment grâce au concours du Parti communiste du Portugal (PCP). À notre avis, les forces de l'ordre, tout comme les travailleurs sociaux ou autres intervenants doivent, en cas non seulement de surdose, mais même de consommation abusive de substances psychotropes doivent diriger la personne vers les mesures de soin appropriées. Une notification formelle doit être produite de sorte qu'en cas de récidive, cet encouragement devienne une obligation.

Évidemment, ce modèle ne fonctionne qu'à une condition *sine qua non* : celle de bonifier les ressources socio-sanitaires et psychologiques adéquates en plus de miser sur une réinsertion à travers la garantie de logements sociaux adaptés et d'emploi (ou de formation ou d'éducation).

5. Soutien aux communautés

Nous comprenons que les minorités opprimées sont particulièrement frappées par la violence, l'itinérance, les problèmes de santé mentale, etc. À notre avis, deux raisons principales en sont la cause :

1) Le discours haineux à leur égard qui doit non seulement cesser, mais doit également être criminalisé. Pour nous, une attaque contre l'un est une attaque contre tous et c'est l'ensemble de la classe ouvrière et des travailleurs qui paient cette division et cette banalisation du discours d'extrême-droite qui fait partie de l'offensive idéologique de la classe dirigeante. Plutôt que de s'attaquer au patronat, à cette minorité parasitaire et exploiteuse, elle voudrait qu'on se ligue les uns contre les autres comme si le genre, le sexe, l'orientation sexuelle ou la religion était le problème.

2) En corollaire, les stigmatisation à l'égard de ces minorités font en sorte qu'elles peinent à accéder à l'emploi et aux services publics. Communistes, nous sommes universalistes en ce sens où nous luttons pour des services publics universels. Qu'il s'agisse de soins de santé, d'employabilité, de logements sociaux, etc. ces droits universels doivent être garantis.

6. Financement et reconnaissance des organismes communautaires

Nous reconnaissons l'importance des organismes communautaires. Cependant, nous reconnaissons également qu'il existe une « industrie de la charité et du mécénat » qui permet à la classe dirigeante de se laver les mains sans crainte lorsqu'elle s'attaque aux services publics et en défausse plusieurs responsabilités à des organismes communautaires.

À notre avis, la majorité des fonctions qu'assurent ces organismes seraient mieux servies tant pour les travailleurs que pour les bénéficiaires par les services publics. Nous luttons donc pour l'expansion des services publics, notamment des CLSC qui, tel qu'ils avaient été conçus au départ, pourraient absorber une grande partie des tâches aujourd'hui assurées par des organismes sous-financés, toujours en quête de subsides et aux employés éreintés et sursollicités.